Loi n° 4-2007 du 11 mai 2007 portant loi de finances pour l'année 2007

EXPOSE DES MOTIFS

Le budget de l'Etat exercice 2007, s'inscrit dans le cadre de la continuation de la mise en œuvre du projet économique et social du Président de la République, « la nouvelle espérance ». Il constitue la troisième tranche du programme économique et financier, signé avec les institutions de Bretton Woods, en vue d'accéder aux avantages accordés aux Pays Pauvres Très Endettés. Il prend en compte les engagements suivants pris par le Gouvernement :

- lutte contre la pauvreté ;
- création des bases d'une croissance économique durable dans les secteurs non pétroliers ;
- poursuite des actions déjà engagées dans le domaine social ;
- consolidation de la démocratie avec l'organisation des élections législatives de 2007.

En dépit de la constante et légère décélération de l'économie mondiale depuis fin 2004, ce budget de l'Etat est élaboré dans un contexte économique et social relativement favorable.

Au plan international, l'année 2007 enregistrera une décélération du taux de croissance économique. La croissance mondiale a légèrement ralenti, régressant de 5,3% en 2004, à 4,9% en 2005, mais devrait remonter à 5,1% en 2006. Elle continuera à être tirée par les USA, la Chine et le Japon, mais selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), le rythme d'expansion de l'économie mondiale régresserait de 5,1% en 2006 à 4% en 2007, en raison des aléas de la conjoncture.

La tendance des cours du pétrole et des autres produits de base est restée plus ou moins stable pendant les dix derniers mois de 2006 et légèrement en baisse le premier trimestre de l'année 2007, avec une perte de deux points au moins par rapport à la tendance moyenne des quatre derniers mois. Ce niveau de cours du pétrole plus ou moins soutenu est entretenu par le faible niveau des capacités de production et de raffinage observé sur le marché mondial, par les craintes quant à la sécurité au Moyen Orient et les menaces persistantes sur la production pétrolière dans quelques grands pays exportateurs hors de cette région, notamment le Nigéria.

Les cours des métaux ont été dopés par la forte croissance de la demande, en particulier dans les pays émergents, par l'insuffisance des capacités de production et les conflits sociaux.

Les prix des produits alimentaires et autres produits agricoles ont augmenté en valeur relative pendant le premier semestre de 2006, bien qu'ils n'aient pas suivi l'envolée des prix observée ces dernières années dans les secteurs du pétrole et des métaux.

Au niveau africain, le continent n'est pas demeuré en reste de ce mouvement d'ensemble de l'économie mondiale. Profitant notamment de la bonne orientation du marché des matières premières, l'Afrique a affiché, selon le FMI, une croissance forte de 5,4% en 2005, même si cette croissance est en baisse par rapport à 2004 (5,5%). Cette progression est due à la poursuite des réformes structurelles et macroéconomiques, à l'amélioration des termes de l'échange, à la réduction des foyers de tensions et à l'allégement de la dette de certains Etats. En 2006, pour l'ensemble de l'Afrique, la croissance se maintiendrait à un rythme soutenu, le PIB devant rester stable (5,4%).

L'Afrique subsaharienne a vu son PIB progresser de 5,8% en 2005 en termes réels contre 5,6% en 2004. Mais elle enregistrerait un léger repli de sa croissance (5,2%), conséquence du ralentissement de l'activité économique dans plusieurs pays pétroliers.

L'activité économique en 2006 s'est déroulée dans un environnement relativement favorable, avec une croissance économique soutenue par la poursuite de l'assainissement des finances publiques, l'amélioration du solde extérieur courant et une couverture extérieure satisfaisante de la monnaie et ce, malgré la poussée des tensions inflationnistes. Le taux de croissance projeté en 2007 s'établirait à 4,9% contre 5,4% en 2006.

Au niveau de la CEMAC, la croissance économique serait de 7,2% en 2006 contre 5% en 2005, favorisée notamment par les exportations de pétrole, avec une croissance du PIB réel par habitant de 5,2%. Les projections de 2007 font état d'un taux de croissance économique de 2,1%, avec un taux d'inflation contenu autour de 2%. Les grandes orientations de politiques économiques vont encore concerner les deux principaux axes stratégiques retenus par la CEMAC, à savoir :

- la recherche d'une croissance économique saine et durable ;
- l'approfondissement de l'intégration sous-régionale.

Au plan national, la situation économique en 2006 serait marquée par la poursuite de la croissance observée au cours des deux précédentes années (7,1%), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2005 (7,6%). Cette progression s'expliquerait principalement par la croissance du PIB non pétrolier qui pourrait connaître une évolution moyenne annuelle de 6,1%, nonobstant le ralentissement du PIB pétrolier (9,6% contre 12,5% l'année précédente) du fait de la contraction de la production de certains champs.

Les projections macroéconomiques de 2007 se fondent sur les hypothèses fondamentales suivantes :

- l'admission du Congo au point de décision de l'initiative PPTE ;
- la poursuite des réformes macroéconomiques ;
- le bon comportement de l'activité pétrolière et parapétrolière ;
- l'allégement de la dette extérieure ;

- l'élaboration du plan triennal d'investissement public (2007-2009) en conformité avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ;
- le développement des infrastructures de base et le programme de municipalisation accélérée ;
- la reprise des activités financées par des organismes tels la Banque mondiale, l'Union européenne, le PNUD, l'AFD, la FAO, ... ;
- la relance des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage, des mines et de la pêche à travers la mise en ouvre du programme décennal de développement agropastoral et halieutiques 2004-2013 ;
- la relance et la promotion des secteurs productifs hors pétrole ;
- la consolidation de la paix et de la sécurité ayant permis la relance des activités socio-économiques sur l'ensemble du territoire national et la pérennité du trafic ferroviaire ;

Toutefois, en 2007, l'économie congolaise enregistrerait un ralentissement de la croissance essentiellement en liaison avec la baisse de l'activité pétrolière (-1,7%). Le taux de croissance du PIB réel se contracterait à 3,7%. Cependant le taux de croissance du secteur non pétrolier devrait connaître une stabilité en 2007 pour se situer à 6,5% contre 6,3% en 2006.

Tenant compte du contexte économique et social, le budget de l'Etat exercice 2007 oriente l'essentiel des ressources aux financements des actions ci-après :

- le service de la dette ;
- l'achèvement des grands travaux de « La Nouvelle Espérance » ;
- la municipalisation dans les départements de la Cuvette et de Brazzaville ;
- la poursuite des actions de lutte contre la pauvreté, conformément au document de stratégie de réduction de la pauvreté adopté ;
- l'accélération des réformes dans le domaine social avec la restructuration des deux caisses de retraite ;
- la poursuite du règlement des arriérés intérieurs et le rattrapage des effets de l'abattement des salaires des agents de l'Etat ;
- la promotion de l'emploi ;
- l'appui au secteur productif ;
- l'organisation des élections législatives.

Le gage du financement de ces activités demeure l'application en 2007 d'une politique budgétaire rigoureuse constituée d'un certain nombre de mesures rationnelles de gestion des finances publiques, tant en recettes qu'en dépenses, expression de l'orthodoxie financière. Les mesures suivantes sont retenues :

En matière de recettes :

- l'amélioration de la transparence dans le recouvrement et la mobilisation des recettes ;
- l'augmentation des recettes fiscales par la maîtrise de l'assiette des impôts et taxes, l'amélioration du dispositif fiscal, le renforcement des mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, le renforcement des mesures de recouvrement et une meilleure installation des services d'assiette ;
- le renforcement des mécanismes de contrôle ;
- l'élaboration et le respect des critères de performances en matière de recettes, des services chargés de la collecte de la ressource ;
- la mise en œuvre du principe de l'unicité de caisse ;
- la vulgarisation des dispositions de la loi de finances et des textes législatifs et règlementaires.

En matière de dépenses :

- la maîtrise et l'amélioration de la qualité de la dépense ;
- l'informatisation de la chaîne de la dépense ;
- le contrôle du service fait et de l'effectivité des livraisons des biens et services ;
- l'élaboration et le respect des indicateurs d'exécution budgétaire par département et services ou par nature de dépenses ;
- le respect de l'échéancier des engagements de paiement de la dette publique ;
- l'application rigoureuse des procédures budgétaires et de la réglementation en matières de dépenses et notamment des marchés et contrats publics ;
- l'affectation et le contrôle des crédits uniquement aux véritables bénéficiaires ;

Cette politique, pour être efficace, exige de l'ensemble des acteurs et des décideurs publics, la pratique de la bonne gouvernance, l'une des clauses signées avec les institutions de Bretton Woods.

Ainsi, le budget de l'Etat exercice 2007 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **mille trois cent soixante seize milliards neuf cent-sept millions (1.376.907.000.000) de francs CFA.**

Ce budget qui contient des financements extérieurs à hauteur de **55.800.000.000**.contre **1.500.000.000** au budget réajusté 2006 est reparti comme suit :

- Fonctionnement : ..... **813.022.000.000 FCFA** contre 972.895.000.000 FCFA au budget 2006 réajusté.
- Investissement :..... .**400.000.000.000 FCFA** contre 335.702.000.000 FCFA au budget 2006 réajusté.
- Epargne budgétaire :.....**163.885.000.000 FCFA** contre 613.254.000.000 FCFA au budget 2006 réajusté.

L'Assemblée nationale et le Sénat
ont délibéré et adopté :

Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE :

DE LA DETERMINATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES ET DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE 1er : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES, AUX CHARGES ET A L'EQUILIBRE FINANCIER

Chapitre 1er : Des dispositions relatives aux ressources

Paragraphe 1er : Des impôts et revenus autorisés

Article premier : Continue d'être opérée pendant l'année 2007, la perception des impôts, produits, revenus et taxes parafiscales affectés à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et aux organismes divers habilités à les percevoir conformément aux lois et règlements et aux dispositions de la présente loi de finances.

Chapitre 2 : Des dispositions relatives aux charges

Paragraphe 2 : Des charges autorisées

Article deuxième : Les charges du budget général de l'Etat sont autorisées par les prévisions de la présente loi et sont exécutées conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur dans la République.

Chapitre 3 : Des dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

Paragraphe 3 : De l'équilibre du budget

Article troisième : Conformément aux voies et moyens, le budget général de l'Etat est arrêté en équilibre en recettes et en dépenses ; le besoin de financement relatif aux limites des ressources propres étant couvert par le recours aux ressources externes.

Pour l'exercice 2007, les ressources affectées au budget, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte, sont fixés conformément au tableau ci dessous :

TABLEAU D'EQUILIBRE BUDGETAIRE

LIBELLE	PREVISIONS 2006 REAJUSTEES	PREVISIONS 2007	VARIATIONS
I.- DEPENSES			
A.- Dépenses courantes hors Dette			
1.1. Personnel	134 000 000 000	141 000 000 000	7 000 000 000
1.2. Matériel	79 000 000 000	130 100 000 000	51 100 000 000
1.3. Charges Communes	99 970 000 000	46 000 000 000	-53 970 000 000
1.4. Transferts hors Contribution	824 854 000 000	370 085 000 000	-454 769 000 000
B.- Dépenses d'investissement	335 702 000 000	400 000 000 000	64 298 000 000
C.- Service de la Dette	448 325 000 000	289 722 000 000	-158 603 000 000
Sous-TOTAL DEPENSES (A + B + C)	**1 921 851 000 000**	**1 376 907 000 000**	**-544 944 000 000**
TOTAL BUDGET GÉNÉRAL	**1 921 851 000 000**	**1 376 907 000 000**	**-544 944 000 000**

LIBELLE	PREVISIONS 2006 REAJUSTEES	PREVISIONS 2007	VARIATIONS
II.- RECETTES			
A. Recettes fiscales	229 100 000 000	255 340 000 000	26 240 000 000
B. Recettes du domaine	1 661 811 000 000	1 042 091 000 000	-619 720 000 000
C. Recettes de services	10 300 000 000	11 600 000 000	1 300 000 000
D. Ressources de transferts	150 000 000	167 000 000	17 000 000
E. Ressources d'investissement			
- P.I.D.	18 990 000 000	11 909 000 000	-7 081 000 000
SOUS-TOTAL RECETTES (RESSOURCES PROPRES)	**1.920.351.000.000**	**1.321.107.000.000**	**-599 244 000 000**
III.- SOLDE			
A. Emprunts d'Etat	500 000.000	30 800 000.000	30 300 000.000
B. Dons	1 000 000 000	25 000 000 000	24 000 000.000
C. Ressources en capital	0	0	0
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (IMPASSE BUDGETAIRE)	**1 500 000 000**	**55 800 000 000**	**54 300 000 000**

Paragraphe 4 : De l'autorisation de contracter

Article quatrième : En application de l'article 73 de la loi n° 1-2000 du 1er février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat, le ministre de l'économie, des finances et du budget est autorisé par délégation du Président de la République, à contracter au nom de l'Etat, pour l'année 2007, des emprunts tant sur le marché financier intérieur qu'auprès des organismes internationaux ou multilatéraux et à recourir :

- à des conversions d'emprunts et à des opérations de consolidation de la dette publique ;
- aux avances de la banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) dans les conditions fixées par les statuts de cet établissement.

TITRE II : DES VOIES ET MOYENS

Chapitre 4 : Des dispositions fiscales

Article cinquième : Le Code général des Impôts, la loi n° 12-97 du 12 mai 1997 telle que modifiée par la loi n° 17-2000 du 31 décembre 2000 relative à la taxe sur la valeur ajoutée sont modifiés comme ci-après par la présente loi.

I – MODIFICATIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI)

A - T O M E I :

Paragraphe 1 : De l'impôt sur le revenu des personnes physiques

1.1. Relèvement de la franchise d'imposition à l'IRPP

Article 95 (nouveau)

Alinéa 1 : Sans changement

Alinéa 2 : Lorsque le revenu global du contribuable est inférieur à 300.000 francs, la cotisation n'est pas mise en recouvrement.

1.2 –Mention obligatoire du NIU des bénéficiaires des sommes à déclarer suivant les articles 176 à 180 du CGI, tome 1.

Article 176 (nouveau)

1er alinéa jusqu'au 6e alinéa sans changement

7e alinéa Le numéro d'identification unique (NIU).

Le reste sans changement

Paragraphe 2 : Des patentes et licences

Article 314 (nouveau), Tableau B

Nomenclature	Taxe déterminée	Taxes variables		
	Zone 1 Zone 2 Zone 3 (a)	Par employé	Autres éléments	
		(b)	Désignation	Montant
Carrière (exploitant une)	83.100 49.800 49.800	420	Par CV de matériel habituellement utilisé	420
Coupeur de bois, piétiste, abatteur de bois	55.400 55.400 55.400		Par nombre de scies ou de haches	150
Forestier, Industriel de bois (exploitant)	138.500 83.000 83.000		Par employé jusqu'à 200 Par employé de 200 à 500 Par employé au dessus de 500 Par CV de matériel habituellement utilisé	350 500 700 350

Paragraphe 3 : Du remplacement du NIF par le NIU (articles 378 et 399 ter)

Article 378 nouveau

Articles 1 et 2 : sans changement

En contrepartie de la déclaration d'existence, la direction générale des impôts délivre un certificat d'enregistrement ouvrant droit à l'assujettissement à la taxe sur le chiffre d'affaires, centimes additionnels et droits d'accises ou de toute autre taxe qui en tiendrait lieu, et attribue au redevable un numéro d'identification unique, en abrégé NIU.

Un redevable ne peut se prévaloir de la qualité d'assujetti à la TCA, centimes additionnels et droits d'accises ou de toute taxe qui en tiendrait lieu qu'après enregistrement et attribution d'un NIU.

Le reste sans changement.

Article 399 ter nouveau

Il est institué un numéro d'identification unique attribué à tous les opérateurs économiques exerçant une activité économique au Congo.

Le reste sans changement.

Paragraphe 4 : De l'amélioration des conditions d'exercice du droit de communication auprès des entreprises privées (art.391 ter nouveau Tome I)

Article 391 ter nouveau

Alinéa 1 à 2 : Sans changement.

Les industriels et commerçants, en ce qui concerne l'imposition de leur bénéfice ou de leur chiffre d'affaires sont tenus, sur requête de l'administration, d'adresser à cette dernière le relevé par client ou fournisseur, des opérations réalisées au cours de la période non prescrite.

La demande de l'administration formulée par lettre avec accusé de réception, comporte un délai maximal de réponse de trente jours et le détail des renseignements demandés.

Paragraphe 5 : De l'extension du pouvoir de poursuite et de saisie aux receveurs de l'enregistrement des domaines et du timbre.

Article 480 nouveau

Le trésorier payeur, le receveur principal des impôts, le receveur de l'unité des grandes entreprises et le receveur de l'enregistrement des domaines et timbres ont seuls qualité pour engager les poursuites et décerner contrainte contre un contribuable retardataire et /ou récalcitrant.

- Le reste sans changement

B - TOME II

Paragraphe 6 : Augmentation du droit fixe en matière d'enregistrement (TOME II), livre I, article 12, 209, 210 et 211

Article 12 (nouveau).-

Il ne pourra être perçu moins de 10.000 francs pour l'enregistrement des actes et mutations dont les sommes et valeurs ne produiraient pas 10.000 francs de droit proportionnel ou de droit progressif.

Le reste sans changement

Article 209 (nouveau).-

Sont enregistrés au droit fixe de 10.000 francs, tous les actes qui ne se trouvent ni tarifés ni exemptés par une autre disposition du présent règlement ou pour lesquels le montant du droit proportionnel serait inférieur à 10.000 francs comme il est dit à l'article 12, 1er alinéa.

Article 210 (nouveau).-

Sont enregistrés au droit fixe de 15.000 francs :

- les jugements et autres décisions judiciaires des tribunaux contenant des dispositions définitives, qui ne donnent pas ouverture au droit proportionnel ou pour lesquels le droit proportionnel n'atteint pas 15.000 francs ;

Le reste sans changement

Article 211 (nouveau).-

Sont enregistrés au droit fixe de 20.000 francs :

- les décisions définitives du tribunal de grande instance ou de la cour d'appel qui ne donnent pas ouverture au droit proportionnel ou dont le droit proportionnel est inférieur à 20.000 francs ;
- les actes portant constitution de GIE lorsque le groupement est constitué sans capital.

1.2. Soumission au droit d'enregistrement des cessions et d'échange de titres passés à l'étranger (Livre I article 214)

Article 214 (nouveau)

Les cessions et les échanges d'actions, de parts de fondateur, ou de parts bénéficiaires, de parts d'intérêt dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions et des obligations des sociétés et des personnes morales administratives intervenus avec ou *sans acte* sont assujetties à un droit de 5 francs par 100 francs (5%).

1.3. Revalorisation et extension à la LTA du droit de timbre fiscal oblitéré sur divers documents (TOME II), livre 1, article 31, 32, 47, 48, 50 et 50 bis)

Article 31 (nouveau)

Le prix des papiers timbrés fournis par l'administration fiscale et les droits de timbre des papiers que les redevables font timbrer sont fixés ainsi qu'il suit, en raison de la dimension du papier :

La demi-feuille de papier normal	1.000 F
La feuille de papier normal	1.300 F
La feuille de papier registre	1.500 F

Article 32 (nouveau)

Il n'y a point de droit de timbre supérieur à 1.500 francs ni inférieur à 1000 francs, quelle que soit la dimension du papier, soit au-dessus de grand registre, soit au-dessous de la demi feuille de petit papier.

Article 47 (nouveau)

Le prix des passeports délivrés dans la République du Congo est fixé à 25.500 francs y compris les frais de papier, de timbre et tous frais d'expédition. Ce prix est perçu au moyen de timbres fiscaux de 5.500 francs qui seront apposés par l'autorité administrative sur la formule de passeport en usage et des frais de 20.000 francs.

Les autorités chargées de la délivrance des passeports auront la faculté d'en proroger de cinq ans la validité pendant une période maximum de dix ans.

Chaque prorogation sera constatée par l'apposition d'un timbre fiscal de 5.500 francs sur la formule dont le titulaire est déjà muni.

Le reste sans changement

Article 48 (nouveau)

Chaque visa de passeport auquel il est procédé donne lieu à la perception d'un droit de 20.000 francs et d'un timbre fiscal de 5.500 francs.

L'octroi d'un visa de séjour dans le territoire donne lieu à la perception d'un droit fixé comme suit :

- Visa court séjour, validité 3 mois maximum :	frais 20.000 francs,	timbre 5.500 francs ;
- Visa court séjour, avec multiples entrées :	frais 30.000 francs,	timbre 5.500 francs ;
- Visa temporaire, validité 1 an maximum :	frais 10.000 francs,	timbre 3.000 francs ;
- Visa ordinaire, validité 3 ans maximum :	frais 10.000 francs,	timbre 5.500 francs;
- Visa privilégié, validité 5 ans maximum :	frais 20.000 francs,	timbre 5.500 francs.

Le reste sans changement

Article 50 (nouveau)

Les cartes de séjour des étrangers sont soumises au droit de timbre suivant :

- carte de séjour temporaire, validité de 1 an maximum, frais 100.000 francs, timbre 5.500 francs ;
- carte de résidence ordinaire, validité 3 ans maximum, frais 200.000 francs, timbre 5.500 francs ;
- carte de résidence privilégiée, validité 5 ans maximum, frais 100.000 francs, timbre 20.500 francs;

Le reste sans changement

Article 50 bis (nouveau)

Les titres de transports aériens et les connaissements sont soumis au droit de timbre suivant :
- 4.000 francs pour un titre de transport international ;
- 1.000 francs pour un titre de transport national ;
- 5 .000 francs pour le connaissement et la lettre de transport aérien.

II – MODIFICATIONS DE LA LOI N° 12-97 DU 12 MAI 1997 INSTITUANT LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE TELLE QUE MODIFIEE PAR LA LOI N° 17-2000 DU 31 DECEMBRE 2000 PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2001

Paragraphe 7 : Du remplacement du NIF par le NIU (article 27, 27 bis, 29 et 33)

Article 27 nouveau

Alinéas 1 et 2 : Sans changement

La direction générale des impôts délivre un certificat d'enregistrement ouvrant droit à l'assujettissement à la TVA et attribue au redevable un numéro d'identification unique, en abrégé NIU.

Un redevable ne peut se prévaloir de la qualité d'assujetti qu'après enregistrement et attribution d'un NIU.

- le nom ou la raison sociale du fournisseur ;
- le numéro d'identification unique (NIU) du fournisseur ;

Le reste sans changement

Article 27 bis nouveau :

Alinéa 1 et 2 : Sans changement.

- le nom ou la raison sociale du fournisseur ;
- le numéro d'identification unique (NIU) du fournisseur ; ;

Le reste sans changement

Article 29 nouveau :

Alinéa 1 : Sans changement.

- son nom et adresse exacts, ainsi que son numéro d'identification unique (NIU) ;
- le numéro d'identification unique (NIU) du client s'il est assujetti ;

Le reste sans changement

Article 33 nouveau :

Alinéas 1 et 2 : Sans changement.

En outre, pour autoriser la déduction de la TVA, doivent être fournies pour chaque opération. :
- une déclaration en douane mentionnant le numéro d'identification unique (NIU) de l'assujetti ;

Le reste sans changement.

III - DISPOSITIONS FISCALES NOUVELLES

Paragraphe 8 : De l'institution d'une taxe sur les billets d'avion en vols internationaux

Article premier : Il est institué en République du Congo une taxe sur les billets d'avion en vols internationaux destinée à la contribution de solidarité pour le financement du développement, notamment en matière de santé.

Article 2 : La taxe sur les billets d'avion, encore appelée contribution de solidarité sur les billets d'avion en vols internationaux, frappe les billets d'avion en vols internationaux des passagers.

Article 3 : Est redevable de la taxe sur les billets d'avion en vols internationaux, le transporteur qui embarque le passager sur le territoire congolais, pour autant que le passager ne soit pas en correspondance.

En cas de vol loué ou affrété, le redevable de la taxe est le transporteur aérien dont le numéro est utilisé aux fins du contrôle de la circulation aérienne par personne embarquée.

En cas de vol assuré par un aéronef personnel, le redevable de la taxe est le propriétaire de l'aéronef par personne embarquée.

Article 4 : Les taux de la taxe sur les billets d'avion en vols internationaux sont fixés comme suit :
- 6.000 FCFA en classe première et affaires ;
- 3.000 FCFA en classe économique

Article 5 : La taxe, collectée sous forme de droit de timbre fiscal, est recouvrée par le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre et reversée dans le compte « contribution de solidarité » du trésor ouvert à la Banque centrale.

Article 6 : Les modalités d'application des présentes dispositions sont déterminées par voie réglementaire.

Paragraphe 9 : De l'institution à titre transitoire, des taxes et frais exceptionnels d'immatriculation des propriétés et des droits réels immobiliers.

Article premier : A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions y relatives contenues dans le code général des impôts et tous autres textes, les taxes, droits et frais perçus par les différentes administrations en matière d'immatriculation des propriétés et droits réels immobiliers sont fixés comme suit :

1. Actes de vente ou cession d'immeubles

Les actes de vente ou cession d'immeubles non immatriculés sont enregistrés au taux de 5%.

2. Taxes des travaux cadastraux et topographiques

Les taxes des travaux cadastraux et topographiques sont liquidées sur la base de la superficie en mètres carrés, dans les centres urbains et en milieu rural, selon le tableau ci-après :

Nature des travaux	Taxes	
	Centre urbain	Milieu rural
Délimitation	30 frs/mètre carré	20 frs/mètre carré
Bornage	50 frs/mètre carré	30 frs/mètre carré
Morcellement	50 frs/mètre carré	30 frs/mètre carré
Remembrement	50 frs/mètre carré	30 frs/mètre carré

3. Minimum de perception des taxes des travaux cadastraux et topographiques

Les taxes des travaux cadastraux et topographiques font l'objet d'un minimum de perception défini ainsi qu'il suit :

Nature des travaux	Taxes	
	Centre urbain	Milieu rural
Délimitation	10.000 frs	5.000 frs
Bornage	15.000 frs	7.500 frs
Morcellement	15.000 frs	7.500 frs
Remembrement	15.000 frs	7.500 frs

4. Droits et frais de publicité foncière

Les droits et frais de publicité foncière sont liquidés sur la base du prix d'acquisition ou de la valeur vénale de la propriété à la date de l'immatriculation, sauf en ce qui concerne les centimes additionnels, selon les taux et les montants suivants :

Nature de la formalité	Droits et frais proportionnels et fixes suivant les zones		
	Centre-ville	Zone urbaine	Zone rurale
Enregistrement	5% (cinq pour cent)	5%(cinq pour cent)	5%(cinq pour cent)
Centimes additionnels	5% (cinq pour cent)	5%(cinq pour cent)	5%(cinq pour cent)
Immatriculation	5‰ (cinq pour mille)	2‰ (deux pour mille)	1‰ (Un pour mille)
Frais de publication	10.000 frs	10.000 frs	10.000 frs
Frais d'ordonnance	10.000 frs	10.000 frs	10.000 frs
Frais de copie	10.000 frs	10.000 frs	10.000 frs
Frais de rédaction	5.000 frs	5.000 frs	5.000 frs
Frais de conservation	2‰ (deux pour mille)	1‰ (Un pour mille)	1‰ (Un pour mille)
Frais de dépôt de dossier	10.000 frs	10.000 frs	5.000 frs

5. Minimum de perception des droits et frais proportionnels de publicité foncière

Les droits et frais proportionnels de publicité foncière font l'objet d'un minimum de perception défini ainsi qu'il suit :

	Centre ville	Zone urbaine	Zone rurale
Droit d'enregistrement	10.000 FCFA	7.500 FCFA	5.000 FCFA
Centimes additionnels	500 FCFA	500 FCFA	500 FCFA
Immatriculation	20.000 FCFA	10.000 FCFA	5.000 FCFA
Frais de conservation	10.000 FCFA	5.000 FCFA	2.0000 FCFA

Article 2 : La présente loi est applicable pendant une période de trois ans à compter de sa date de promulgation.

Article 3 : A l'expiration du délai de trois ans, l'immatriculation sera faite conformément aux dispositions légales relatives au régime de la propriété foncière au Congo contenues dans le code général des impôts et les textes règlementaires cadastraux et topographiques y relatifs.

DEUXIEME PARTIE : DES BUDGETS ET COMPTES SPECIAUX

TITRE 1er : DU BUDGET GENERAL

Article sixième : Le budget général pour l'exercice 2007 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de mille trois cent soixante seize milliards neuf cent-sept millions (1.376.907.000.000) de francs CFA, et est réparti comme suit :

- Fonctionnement hors contribution à l'investissement ..... 813.022.000.000 FCFA ;
- Investissement ..... 400.000.000.000 FCFA ;
- Epargne budgétaire ..... 163.885.000.000 FCFA.

Chapitre 1er : DES RESSOURCES

Paragraphe 1 : De la répartition des ressources :

Article septième : Les ressources du budget général de l'Etat pour l'exercice 2007 sont évaluées à la somme de mille trois cent soixante seize milliards neuf cent-sept millions (1. 376.907.000.000) de francs CFA.

Ces ressources sont réparties comme suit :

Titre I : Recettes fiscales

- impôts et taxes intérieurs : ..... 193.240.000.000 F CFA
- droits et taxes de douanes : ..... 62.100.000.000 F CFA

Sous-total : ..... 255.340.000.000 F CFA

Titre II : Recettes du domaine et des services

- revenus du domaine : ..... 658.327.000.000 F CFA
- redevance pétrolière : ..... 383.764.000.000 F CFA
- provision pour investissements diversifiés..... 11.909.000.000 F CFA
- recettes des services : ..... 11.600.000.000 F CFA

Sous-total : ..... 1.065.600.000.000 F CFA

Titre III : Ressources de transferts

- contribution des organismes divers :	167.000.000 F CFA
Sous-total :	**167.000.000 F CFA**

Titre IV : Ressources externes

- emprunts d'Etat :	30.800.000.000 F CFA
- dons :	25.000.000.000 F CFA
- ressources en capital :	néant
Sous-total :	**55.800.000.000 F CFA**
Total RESSOURCES :	**1.376.907.000.000 F CFA**

Chapitre 2 : Des charges

Paragraphe 2 : De la répartition des charges par nature

Article huitième : Les charges du budget général de l'Etat pour l'exercice 2007 sont arrêtées à la somme de mille trois cent soixante seize milliards neuf cent-sept millions (1.376.907.000.000) de francs CFA.
Ces charges sont ainsi réparties :

Titre V : Dette publique

- Dette extérieure (Gestion CCA) :	183.856.000.000 F CFA
- Dette intérieure (Gestion CCA) :	102.866.000.000 F CFA
- Autres dépenses de trésorerie :	3.000.000.000 F CFA
Sous-total :	**289.722.000.000 F CFA**

Titre VI : Charges de fonctionnement

- Personnel :	141.000.000.000 F CFA
- Biens et services consommés :	176.100.000.000 F CFA
Sous-total :	**317.100.000.000 F CFA**

Titre VII : Transferts et interventions

- Transferts hors contribution à l'investissement :	206.200.000.000 F CFA
- Epargne budgétaire :	163.885.000.000 F CFA
Sous-total :	**370.085.000.000 F CFA**

Titre VIII_: Dépenses d'investissement

- Investissement :	400.000.000.000 F CFA
Sous-total :	**400.000.000.000 F CFA**
Total charges :	**1.376.907.000.000 F CFA**

Paragraphe 3 : Dette extérieure gagée sur le pétrole

Article neuvième : Les préfinancements pétroliers sont proscrits. Seules les opérations de refinancement et/ou de reports de l'encours existant et/ou d'échéances dues sont permises, mais ne doivent pas donner lieu à un accroissement de l'encours principal existant.

Paragraphe 4 : Répartition par fonction des charges de fonctionnement

Article dixième : La répartition des charges courantes de fonctionnement et de la dette du budget général de l'Etat pour 2007, par fonction et par ministère, est présentée comme suit :

Fonction 1 : Législatif, Exécutif et Administrations Générales

Section 112 : **Assemblée nationale**

620 :	Personnel	.....	240.216.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	Néant	FCFA	Transferts.....	13.776.487.030	FCFA
	Sous-total	.....	**240.216.000**	**FCFA**	**Total A.N.....**	**14.016.703.030**	**FCFA**

Section 113 : Sénat

620 :	Personnel	.....	**Néant**	FCFA			
610 :	Matériel	.....	Néant	FCFA	Transferts.....	6.350.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**Néant**	**FCFA**	**Total Sénat.....**	**6.350.000.000**	**FCFA**

Section 114 : Palais du parlement

620 :	Personnel	.....	**Néant**	FCFA			
610 :	Matériel	.....	Néant	FCFA	Transferts.....	150.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**Néant**	**FCFA**	**Total P.P.....**	**150.000.000**	**FCFA**

Section 140 : Présidence de la République

620 :	Personnel	.....	1.369.299.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	31.000.000.000	FCFA	Transferts.....	2.579.500. 000	FCFA
	Sous-total	.....	**32.369.299.000**	**FCFA**	**Total P.R.....**	**34.948.799.000**	**FCFA**

Section 150 : Primature, chargé de la coordination de l'action du Gouvernement et des privatisations

620 :	Personnel	.....	490.895.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	1.700.000.000	FCFA	Transferts.....	495.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**2.190.895.000**	**FCFA**	**Total P.CAG.P.....**	**2.685.895.000**	**FCFA**

Section 160 : Ministère d'Etat, des affaires étrangères et de la francophonie

620 :	Personnel	.....	9.492.162.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	4.442.500.000	FCFA	Transferts.....	578.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**13.934.662.000**	**FCFA**	**Total MAECF.....**	**14.512.662.000**	**FCFA**

Section 161 : Présidence, chargé de la coopération, de l'action humanitaire et de la solidarité

620 :	Personnel	.....	64.946.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	752.650.000	FCFA	Transferts.....	25.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**817.596.000**	**FCFA**	**Total MPCAHS.....**	**842.596.000**	**FCFA**

Section 170 : Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation

620 :	Personnel	.....	1.350.788.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	10.643.000.000	FCFA	Transferts.....	36.887.112.970	FCFA
	Sous-total	.....	**11.993.788.000**	**FCFA**	**Total MATD.....**	**48.880.900.970**	**FCFA**

Section 180 : Cour constitutionnelle

620 :	Personnel	.....	Néant	FCFA			
610 :	Matériel	.....	Néant	FCFA	Transferts.....	700.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**Néant**	**FCFA**	**Total C.C.....**	**700.000.000**	**FCFA**

Section 190 : Ministère d'Etat, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

620 :	Personnel	.....	2.302.956.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	605.000.000	FCFA	Transferts.....	350.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**2.907.956.000**	**FCFA**	**Total MFPRE.....**	**3.257.956.000**	**FCFA**

Section 191 : Médiateur de la République

620 :	Personnel	.....	néant	FCFA			
610 :	Matériel	.....	néant	FCFA	Transferts.....	350.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**néant**	**FCFA**	**Total M.R.....**	**350.000.000**	**FCFA**

Section 193 : Conseil économique et social

620 :	Personnel	.....	**néant**	FCFA			
610 :	Matériel	.....	néant	FCFA	Transferts.....	1.250.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**néant**	**FCFA**	**Total CES.....**	**1.250.000.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel	15.311.262.000 F CFA
- Matériel	49.143.150.000 F CFA
Sous-total	**64.454.412.000 F CFA**
- Transferts	63.491.100.000 F CFA
***Total Fonction 1*.....**	**127.945.512.000 F CFA**

Fonction 2 : Administrations Financières et Economiques

Section 210 : Ministère de l'économie, des finances et du budget

620 :	Personnel	.....	**7.769.721.000**	FCFA			
610 :	Matériel	.....	7.023.666.000	FCFA	Transferts.....	300.299.934.000	FCFA
	Sous-total	.....	**14.793.387.000**	**FCFA**	**Total MEFB.....**	**315.093.321.000**	**FCFA**

Section 2 ?? : Présidence, chargé de l'intégration sous-régionale et du NEPAD

620 :	Personnel	.....	55.436.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	437.750.000	FCFA	Transferts.....	75.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**493.186.000**	**FCFA**	**Total MPISRNEP....**	**568.186.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	7.825.157.000	F CFA
- Matériel.....	7.461.416.000	F CFA
Sous-total.....	**15.286.573.000**	**F CFA**
- Transferts	297.374.934.000	F CFA
- Dette Publique	289.722.000.000	F CFA
- charges communes	46.000.000.000	FCFA
- Contribution à l'Investissement	332.291.000.000	F CFA
Total Fonction 2.....	**980.674.507.000**	**F CFA**

Fonction 3 : Défense, Sécurité et Justice

Section 310 : Ministère à la Présidence, chargé de la défense nationale, anciens combattants et mutilés de guerre

620 :	Personnel	.....	29.773.747.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	20.970.500.000	FCFA	Transferts.....	105.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**50.744.247.000**	**FCFA**	**Total MPDNACMG.**	**50.849.247.000**	**FCFA**

Section 330 : Ministère de la justice et des droits humains, garde des sceaux

620 :	Personnel	.....	4.220.400.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	1.074.250.000	FCFA	Transferts.....	545.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**5.294.650.000**	**FCFA**	**Total MJDHGS.....**	**5.839.650.000**	**FCFA**

Section 331 : Haute cour de justice

620 :	Personnel	.....	Néant	FCFA			
610 :	Matériel	.....	néant	FCFA	Transferts.....	150.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**Néant**	**FCFA**	**Total HCJ.....**	**150.000.000**	**FCFA**

Section 338 : Conseil supérieur de la magistrature

620 :	Personnel	.....	Néant	FCFA			
610 :	Matériel	.....	néant	FCFA	Transferts.....	150.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**Néant**	**FCFA**	**Total CSM.....**	**150.000.000**	**FCFA**

Section 360 : Commission nationale des droits humains

620 :	Personnel	.....	Néant	FCFA			
610 :	Matériel	.....	néant	FCFA	Transferts.....	600.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**Néant**	**FCFA**	**Total CNDH.....**	**600.000.000**	**FCFA**

Section 371 : Sécurité et ordre public

620 :	Personnel	.....	12.097.993.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	6.049.750.000	FCFA	Transferts.....	1.560.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**18.147.743.000**	**FCFA**	**Total MSOP .....**	**19.707.743.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	46.092.140.000	F CFA
- Matériel.....	28.094.500.000	F CFA
Sous-total.....	**74.186.640.000**	**F CFA**
- Transferts	3.665.000.000	F CFA
Total Fonction 3.....	**77.851.640.000**	**F CFA**

Fonction 4 : Infrastructures et Transports

Section 410 : Ministère de l'équipement et des travaux publics

620 :	Personnel	753.687.000	FCFA			
610 :	Matériel	714.000.000	FCFA	Transferts.....	451.600.000	FCFA
	Sous-total	**1.467.687.000**	**FCFA**	**Total METP...**	**1.919.287.000**	**FCFA**

Section 420 : Ministère de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat

620 :	Personnel	495.361.000	FCFA			
610 :	Matériel	455.250.000	FCFA	Transferts.....	295.000.000	FCFA
	Sous-total	**950.611.000**	**FCFA**	**Total MCUH.....**	**1.245.611.000**	**FCFA**

Section 421 : Ministère de la réforme foncière et de la préservation du domaine public

620 :	Personnel	109.556.000	FCFA			
610 :	Matériel	436.000.000	FCFA	Transferts.....	132.000.000	FCFA
	Sous-total	**545.556.000**	**FCFA**	**Total MRFPDP.....**	**677.556.000**	**FCFA**

Section 450 : Ministère des transports et de l'aviation civile

620 :	Personnel	245.819.000	FCFA			
610 :	Matériel	437.734.000	FCFA	Transferts.....	527.850.000	FCFA
	Sous-total	**683.553.000**	**FCFA**	**Total MTAC.....**	**1.211.403.000**	**FCFA**

Section 451 : Ministère des transports maritimes et de la marine marchande

620 :	Personnel	126.765.000	FCFA			
610 :	Matériel	435.500.000	FCFA	Transferts.....	54.500.000	FCFA
	Sous-total	**562.265.000**	**FCFA**	**Total MTMMM.....**	**616.765.000**	**FCFA**

Section 460 : Ministère des postes et télécommunications, chargé de nouvelles technologies de la communication

620 :	Personnel	30.699.000	FCFA			
610 :	Matériel	436.000.000	FCFA	Transferts....	1.460.000.000	FCFA
	Sous-total	**466.699.000**	**FCFA**	**Total MPTNTC.....**	**1.926.699.000**	**FCFA**

Section 470 : Ministère d'Etat, du plan et de l'aménagement du territoire

620 :	Personnel	1.012.400.000	FCFA			
610 :	Matériel	871.250.000	FCFA	Transferts.....	1.235.000.000	FCFA
	Sous-total	**1.883.650.000**	**FCFA**	**Total MPAT..**	**3.118.650.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	2.774.287.000	F CFA
- Matériel.....	3.785.734.000	F CFA
Sous-total.....	**6.560.021.000**	**F CFA**
- Transferts	4.155.950.000	F CFA
Total Fonction 4.....	**10.715.971.000**	**F CFA**

Fonction 5 : Activité du Secteur Primaire

Section 510 : Ministère de l'agriculture et de l'élevage

620 :	Personnel	2.280.365.000	FCFA			
610 :	Matériel	1.100.000.000	FCFA	Transferts.....	4.279.846.000	FCFA
	Sous-total	**3.380.365.000**	**FCFA**	**Total MAE...**	**7.660.211.000**	**FCFA**

Section 5 : Ministère de la pêche maritime et continentale

620 :	Personnel	273.983.000	FCFA			
610 :	Matériel	484.250.000	FCFA	Transferts...	183.842.000	FCFA
	Sous-total	**758.233.000**	**FCFA**	**Total MPMC.**	**942.075.000**	**FCFA**

Section 520: Ministère de l'économie forestière

620 :	Personnel	1.031.785.000	FCFA			
610 :	Matériel	433.300.000	FCFA	Transferts.....	1.112.400.000	FCFA
	Sous-total	**1.465.085.000**	**FCFA**	**Total MEF....**	**2.577.485.000**	**FCFA**

Section 550: Ministère des mines, des industries minières et géologie

620 :	Personnel	.....	362.100.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	436.650.000	FCFA	Transferts.....	135.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**798.750.000**	**FCFA**	**Total MMIMG**	**933.750.000**	**FCFA**

Section 560: Ministère d'Etat, des hydrocarbures

620 :	Personnel	.....	182.224.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	455.400.000	FCFA	Transferts.....	824.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**637.624.000**	**FCFA**	**Total MH.....**	**1.461.624.000**	**FCFA**

Section 570: Ministère de l'énergie et de l'hydraulique

620 :	Personnel	.....	129.118.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	439.850.000	FCFA	Transferts.....	1.235.200.000	FCFA
	Sous-total	.....	**568.968.000**	**FCFA**	**Total MEH....**	**1.804.168.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	4.259.575.000	F CFA
- Matériel.....	3.349.450.000	F CFA
Sous-total.....	**7.609.025.000**	**F CFA**
- Transferts	7.770.288.000	F CFA
Total Fonction 5.....	**15.379.313.000**	**F CFA**

Fonction 6 : Activités des Secteurs Secondaire et Tertiaire

Section 610 : Ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé

620 :	Personnel	.....	518.175.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	437.158.000	FCFA	Transferts.....	267.500.000	FCFA
	Sous-total	.....	**955.333.000**	**FCFA**	**Total MDIPSP**	**1.222.833.000**	**FCFA**

Section 620 : Ministère du commerce, de la consommation et des approvisionnements

620 :	Personnel	.....	835.093.273	FCFA			
610 :	Matériel	.....	472.500.000	FCFA	Transferts	604.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**1.307.593.273**	**FCFA**	**Total MCCA..**	**1.911.593.273**	**FCFA**

Section 621 : Ministère des petites et moyennes entreprises, chargé de l'artisanat

620 :	Personnel	.....	127.926.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	435.292.000	FCFA	Transferts.....	500.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**563.218.000**	**FCFA**	**Total MPMEA**	**1.063.218.000**	**FCFA**

Section 630 : Ministère du tourisme et de l'environnement

620 :	Personnel	.....	327.613.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	632.752.000	FCFA	Transferts.....	276.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**960.365.000**	**FCFA**	**Total MTE... .**	**1.236.365.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	1.808.807.273	F CFA
- Matériel.....	1.977.702.000	F CFA
Sous-total.....	**3.786.509.273**	**F CFA**
- Transferts	1.647.500.000	F CFA
Total Fonction 6.....	***5.434.009.273***	**F CFA**

onction 7 : Culture, Enseignement et Recherche

ection 710 : Ministère de l'enseignement primaire, secondaire, chargé de l'alphabétisation

620 :	Personnel	.....	40.568.771.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	111.838.500.000	FCFA	Transferts.....	2.895.223.000	FCFA
	Sous-total	.....	**152.407.271.000**	**FCFA**	**Total MEPSA**	**155.302.494.000**	**FCFA**

Section 720 : Ministère de l'enseignement technique et professionnel

620 :	Personnel	.....	3.578.377.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	3.735.000.000	FCFA	Transferts.....	2.013.550.00	FCFA
	Sous-total	.....	**7.303.377.000**	**FCFA**	**Total METP...**	**9.326.927.000**	**FCFA**

Section 730 : Ministère de l'enseignement supérieur

620 :	Personnel	.....	389.609.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	1.926.918.000	FCFA	Transferts.....	17.848.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**2.316.527.000**	**FCFA**	**Total MES.....**	**20.164.527.000**	**FCFA**

Section 740 : Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation technique

620 :	Personnel	.....	288.477.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	437.582.000	FCFA	Transferts.....	1.421.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**726.059.000**	**FCFA**	**Total MRSIT.**	**2.147.059.000**	**FCFA**

Section 760 : Ministère de la culture et des arts

620 :	Personnel	.....	459.202.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	437.500.000	FCFA	Transferts.....	4.103.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**896.702.000**	**FCFA**	**Total MCA....**	**4.999.702.000**	**FCFA**

Section 770 : Ministère de la communication, chargé des relations avec le parlement, porte-parole du Gouvernement

620 :	Personnel	.....	1.950.000.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	505.000.000	FCFA	Transferts.....	559.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**2.455.000.000**	**FCFA**	**Total MCRPPPG**	**3.014.000.000**	**FCFA**

Section 780 : Conseil supérieur de la liberté de la communication

620 :	Personnel	.....	néant	FCFA			
610 :	Matériel	.....	néant	FCFA	Transferts.....	500.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**néant**	**FCFA**	**Total CSLC...**	**500.000.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	47.234.436.000	F CFA
- Matériel.....	118.880.500.000	F CFA
Sous-total.....	**166.114.936.000**	**F CFA**
- Transferts	29.339.773.000	F CFA
Total Fonction 7.....	**195.454.709.000**	**F CFA**

Fonction 8 : Actions Sanitaire et Sociale

Section 810 : Ministère de la santé, des affaires sociales et de la famille

620 :	Personnel	.....	13.412.970.727	FCFA			
610 :	Matériel	.....	15.864.548.000	FCFA	Transferts...	19.027.555.000	FCFA
	Sous-total	.....	**29.277.518.727**	**FCFA**	**Total MSASF**	**48.305.073.727**	**FCFA**

Section 830 : Ministère de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement

620 :	Personnel	.....	103.980.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	460.000.000	FCFA	Transferts.....	275.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**563.980.000**	**FCFA**	**Total MPFIFD**	**838.980.000**	**FCFA**

Section 860 : Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale

620 :	Personnel	.....	1.109.097.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	551.000.000	FCFA	Transferts.....	405.900.000	FCFA
	Sous-total	.....	**1.660.097.000**	**FCFA**	**Total MTESS**	**2.065.997.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	14.626.047.727	F CFA
- Matériel.....	16.875.548.000	F CFA
Sous-total.....	**31.501.595.727**	**F CFA**
- Transferts	19.708.455.000	F CFA
Total Fonction 8.....	**51.210.050.727**	**F CFA**

Fonction 9 : Divers

Section 910 : Ministère des sports et du redéploiement de la jeunesse

620 :	Personnel	.....	1.047.949.000	FCFA			
610 :	Matériel	.....	532.000.000	FCFA	Transferts.....	8.833.000.000	FCFA
	Sous-total	.....	**11.579.549.000**	**FCFA**	**Total MSRJ...**	**10.412.549.000**	**FCFA**

RECAPITULATION

- Personnel.....	1.047.549.000	F CFA
- Matériel.....	532.000.000	F CFA
Sous-total.....	**1.579.549.000**	**F CFA**
- Transferts	8.833.000.000	F CFA
Total Fonction 9..... ..	**10.412.549.000**	**F CFA**

RECAPITULATION GENERALE DES DEPENSES COURANTES DE FONCTIONNEMENT ET DE LA DETTE

- Dette Publique.....	289.722.000.000 FCFA
- Personnel.....	141.000.000.000 FCFA
- Matériel	130.100.000.000 FCFA
- Charges Communes.....	46.000.000.000 FCFA
- Transferts et interventions.....	206.200.000.000 FCFA
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**813.022.000.000 FCFA**

Paragraphe 5 : Répartition sectorielle des dépenses d'investissement

Article onzième : La répartition détaillée des dépenses d'investissement du budget général de l'Etat pour 2007 figurant en annexe se présente par secteur comme suit :

1- Infrastructures de base	**204.264.000**
2- Secteurs sociaux	**59.548.000**
3- Secteur productif	**33.497.000**
4- Affaires et finances publiques	**22.209.000**
5- Souveraineté	**80.482.000**
TOTAL GENERAL	400 000 000 000

TITRE II : DES BUDGETS ANNEXES ET DES COMPTES SPECIAUX

Chapitre 3 : DES BUDGETS ANNEXES

rticle douzième : Il n'est pas ouvert de budgets annexes au titre de l'année 2007.

Chapitre 4 : DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

rticle treizième : Sont autorisées pour l'année 2007, les affectations comptables des recettes aux comptes spéciaux du trésor ci-)rés :

Fonds Forestier
Fonds sur la protection de l'environnement.

ticle quatorzième : Toutes les dispositions antérieures non contraires à la présente loi sont maintenues.

Article quinzième : La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Brazzaville, le 11 mai 2007

Denis SASSOU N'GUESSO

Par le Président de la République,

Le ministre de l'économie, des finances
et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA